



DÉCLARATION COMMUNE **de l'Union des Révolutionnaires-Communistes de France** **et du Pôle de Renaissance Communiste en France**

Assez reculé sur les retraites ! C'est en 2010 qu'on les arrête !
OUI à la retraite à 60 ans
avec 37,5 annuités et 55 ans pour les métiers pénibles !

Contre le bloc capitaliste du MEDEF, du pouvoir UMP, de l'Union Européenne et du FMI, les militants communistes de l'URCF et du PRCF appellent les travailleurs à sauver leurs retraites, en engageant un vrai bras de fer pour le retrait du projet scélérat de Sarkozy-Woerth.

En 1945, la France était ruinée. Pourtant, le résistant communiste et dirigeant CGT Ambroise Croizat, devenu ministre du Travail sur la base du programme du CNR, mettait en place les retraites par répartition et la Sécurité sociale.

Depuis la Libération, la productivité du travail a été multipliée par 5 en France : et pourtant, Sarkozy-MEDEF et l'Union européenne prétendent qu'ils n'ont plus d'argent pour payer nos retraites... Quel mensonge !

En réalité, les profits capitalistes s'envolent (cf l'envol du CAC 40), et l'affaire Woerth-Bettencourt révèle la soumission totale de l'UMP aux privilégiés de la fortune.

En réalité, s'ajoutant aux contre-réformes Balladur-Fillon de 1993, 2003, 2007 (allongement des annuités + lourdes décotes), le texte Woerth obligerait 90% des salariés à « choisir » entre un départ retardé à 62 ans avec une pension de misère, et un départ à 67 ans pour toucher la pension à taux plein.

Le but réel de cette contre-réforme est de diminuer, puis de supprimer le salaire différé indirect et mutualisé que sont les « cotisations patronales » ; son objectif est d'aller vers les retraites par capitalisation « à l'américaine ».

Ce projet de casse n'est pas seulement défendu par Sarkozy et la clique de milliardaires. Il a été programmé par l'UE en 2002 au Sommet de Barcelone, où Chirac et Jospin ont signé l'engagement de tous les chefs d'État de « porter à 67 ans en moyenne le départ en retraite dans toute l'UE. ». Mme Aubry était alors ministre du Travail dans un gouvernement qui incluait aussi l'écologiste Voynet et les communistes Buffet et Gayssot. Aujourd'hui, dans toute l'Europe, l'UE orchestre un méga-plan d'austérité qui fait payer la crise du capitalisme aux travailleurs. Ce plan est appliqué avec zèle non seulement par l'ultra-droite (Sarkozy, Merkel, Berlusconi...), mais aussi par les « socialistes » Zapatero (Espagne), Socrates (Portugal) et Papandréou (Grèce), avec l'appui enthousiaste du « socialiste » Strauss-Kahn, l'homme que Sarkozy a placé lui-même à la tête du FMI.

Si la contre-réforme Sarkozy sur les retraites passait, non seulement ce serait un terrible recul de civilisation, mais de plus l'énorme casse des services publics, de l'emploi industriel, des acquis sociaux et des salaires, commanditée par le MEDEF et l'UE, se parachèverait, avec la liquidation prochaine du système de santé hérité, lui aussi, de la Libération.

Il n'y a pas d'alternative : il faut les arrêter ici et maintenant, en s'y mettant tous ensemble et en même temps ! C'est l'avenir de nos enfants qui est en jeu !

Pourtant les états-majors du PS, des Verts et des confédérations syndicales refusent d'appeler au RETRAIT de la contre-réforme. Chérèque et Thibault ne remettent en cause ni les accords de Barcelone, ni le plan général d'austérité de l'UE, ni l'abrogation des contre-réformes Balladur/Fillon qui ont instauré les décotes et les 40, 41, 42 ans de cotisations ! Ils s'inscrivent dans un aménagement prétendant éviter le pire, ce qui revient à accepter l'essentiel. La promesse d'Aubry de rétablir sur le papier le droit de partir à 60 ans est pure duperie, puisqu'elle élude la revendication du taux plein. Une nouvelle fois, les directions confédérales nous appellent à manifester sans appeler clairement à la grève générale inter-pro et reconductible : si nous ne dénonçons pas cette stratégie de capitulation, le monde du travail sera une fois de plus battu.

C'est pourquoi, contrairement à la direction du PS, qui partage avec le gouvernement et l'UE la philosophie de la contre-réforme (cotiser plus longtemps pour gagner moins), contrairement à ceux qui sèment des illusions sur la possibilité de « *réorientation progressiste de la construction européenne* », les révolutionnaires communistes que nous sommes disent :

- Retrait total du projet Sarko-Woerth, annulation des contre-réformes sur les retraites de 1993/2003/2007 !
- Annulation des « exonérations de charges » consenties au patronat par les gouvernements UMP et PS successifs depuis les années Mitterrand : si on fait payer leur dû aux patrons, le « problème » purement artificiel des retraites disparaît aussitôt : on peut maintenir la retraite à 60 ans à taux plein pour tous, et permettre aux travailleurs effectuant des métiers pénibles de partir à 55 ans !

Il faut que les travailleurs fassent entendre leurs voix et agissent contre l'orientation des directions syndicales d'accompagnement des contre-réformes. Thibault et le bureau confédéral de la CGT négocient et accompagnent les régressions, au lieu d'organiser un mouvement de lutte globale, « tous ensemble et en même temps », qui peut seul faire plier l'ultraréactionnaire gouvernement UMP, destructeur des acquis sociaux et démocratiques, et persécuteur des immigrés.

Il faut reconstruire le syndicalisme de lutte des classes auquel nous devons tous nos acquis ! Avec nos syndicats de lutte, participons aux AG interprofessionnelles et fixons ensemble, démocratiquement, la conduite de l'action ! Aucune confiance au PS, à ses satellites et aux états-majors des Confédérations tenus en laisse par la Confédération Syndicale Européenne !

On ne peut pas « réformer » le capitalisme ! Par le combat de classe et la résistance démocratique, mettons en échec ce pouvoir ultraréactionnaire, fascisant, symbole de scandales, de corruption, qui discrédite le pays aussi bien nationalement qu'internationalement ! Dénonçons les accords européens de Barcelone ! Sortons notre pays de l'UE et de l'euro, construits de A à Z pour briser le pouvoir d'achat, l'emploi, les services publics, les conquêtes sociales et acquis démocratiques ! Construisons le front uni de tous les travailleurs d'Europe, qui tous sont obligés de payer la crise du capitalisme !

Il est plus nécessaire que jamais que se reconstruise un Parti révolutionnaire, communiste, pour s'orienter dans les luttes sociales et politiques, pour qu'elles prennent un contenu révolutionnaire, pour en finir avec le capitalisme, et établir le seul régime social et politique pour et par les travailleurs : le socialisme. Notre déclaration commune est un pas vers cette reconstruction du parti communiste.

Le PRCF et l'URCF, le 23 septembre 2010